



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie¹

**Refonder la légitimité de l'État. Volume 2, Guide pour l'action / Séverine Bellina (dir.)
éd. Karthala, 2017
cote : 61.586**

Cet ouvrage constitue le second volume de la publication des résultats et la synthèse analytique d'une recherche collective conduite dans le cadre de l'*Institut de recherche et de débat sur la gouvernance* (IRG), placé sous la direction de S. Bellina. Après qu'un premier volume en a présenté les expériences et les pratiques y afférentes, celui-ci entend tirer les conclusions et les enseignements du diagnostic posé à l'endroit de la légitimité de l'Etat, passablement mis à mal à cet égard, et des constats issus de la réflexion menée à ce titre. Il en induit un certain nombre d'orientations, en termes de méthodologie pratique de la légitimité, au regard des enjeux essentiels en cause, dans la perspective d'une refondation démocratique de nature à permettre une régulation pacifiée des sociétés et, partant, de survie de la démocratie.

La montée en puissance d'une gouvernance publique pluri-acteurs procède en effet de la nécessité pour l'Etat de répondre à l'un des défis majeurs auxquels il est confronté, que constitue sa capacité à s'adapter à la complexité croissante des enjeux de sociétés. L'objectif est ici, à travers de nouvelles relations entre Etat et sociétés, de permettre à l'exercice du pouvoir politique de trouver sa consistance par la refondation de la légitimité de l'Etat.

- - -

Au terme d'une démarche essentiellement descriptive, résultant de la juxtaposition de diverses contributions, destinée à faciliter la compréhension des processus de légitimation du pouvoir politique en considération de ses divers contextes et conceptions, il s'agit, dans ce second volume, de passer à l'étape de l'élaboration d'une méthodologie *ad hoc*, fondée sur les paramètres d'une « action politique plurielle ». Celle-ci doit impliquer des acteurs étatiques et non étatiques, en tant que support et cadre d'une démarche politique répondant à un double objectif de dynamisation et d'institutionnalisation du pluralisme social, dans une perspective élargie de refondation d'un Etat assis sur une légitimité retrouvée parce que dument repensée et reconstruite dans ce propos.

Comme il est en effet pertinemment rappelé dans la préface, « la crise de la démocratie est d'abord une crise de la représentation ». Dès lors, comme tend à le démontrer cet ouvrage, « c'est par une démocratie d'élaboration et d'implication que la démocratie de représentation peut retrouver sens, force et légitimité » (J. Spiegel). Une telle démarche de



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

renovation / refondation démocratique doit, au vu des pistes et finalités mises en lumière par la réflexion conduite sous l'égide de S. Bellina, être fondée sur un changement de pratiques destiné à permettre d'accéder à une démocratie « réelle ». La légitimité de l'Etat est en l'occurrence ce qui lui confère la qualité d'autorité politique suprême à partir de l'adhésion volontaire des populations, elle-même issue des valeurs partagées par celles-ci comme ciment du vivre ensemble et de l'effectivité de l'Etat.

Dans ce propos, l'ouvrage envisage successivement « la légitimité au prisme de la complexité : les postulats de l'action publique plurielle », puis « les facteurs favorisant l'action publique plurielle : principes et vecteurs de la matrice », avant de proposer dans un troisième temps un « guide l'action publique plurielle ».

La complexité de la légitimité tient à ce qu'elle procède de trois postulats conjoints : elle est au cœur de l'action politique, elle est un phénomène pluriel, et elle est un phénomène « interactionniste ». L'observation des pratiques révèle pour sa part que « les interactions véritablement constructives entre sources de légitimité résultent d'une logique interculturelle », débouchant sur l'émergence de nouvelles valeurs, sources et autorités. Elle repose en ces sens à la fois sur des principes d'action incontournables (contextualisation, pragmatisme, mobilisation de l'espace public), et sur des facteurs aptes à faciliter la légitimation de l'Etat (mobilisation des acteurs interfaces, recours à l'ingénierie institutionnelle, mise en œuvre de processus pluri-acteurs).

Le souci d'en dégager sinon des règles, tout au moins des orientations et des principes susceptibles de servir de « guide » d'une action publique plurielle s'insérant dans la cadre et la logique d'une telle réflexion, peut apparaître comme une gageure, tant les « recettes » de « bon gouvernement » ont fait florès au cours des siècles, sans pour autant qu'aucune ait jamais fait la preuve de sa pertinence incontournable. Ceci ne signifie pas pour autant que les chercheurs ne puissent continuer à s'attacher à en cerner toujours plus précisément et, on peut le souhaiter, efficacement les présupposés, les conditions et les contours.

Cet ouvrage s'inscrit dans une telle démarche, par sa contribution à la recherche et à la refondation d'une légitimité, sociale en particulier, qui fait trop souvent défaut aux Etats modernes, en particulier dans le « conflit » latent mais bien réel qui l'oppose trop souvent à la seule « légalité ». L'action d'un Etat en profonde et durable mutation ne saurait en tout état de cause s'en satisfaire, car sa crédibilité doit procéder, au-delà de son action normative et régulatrice, d'une adhésion large et incontestée, fondée sur des valeurs collectives partagées, de la part de ceux au profit desquels elle s'exerce.

- - -

Du champ théorique à celui des pratiques observées, des constats opérés aux préconisations avancées, de la déconstruction à la reconstruction de la légitimité, celle-ci « ouvre alors la dimension symbolique du pouvoir politique et des sociétés » en ce sens qu'elle « rétablit la dialectique Etat-sociétés » à partir d'équilibres variables entre les régulations qui animent la réalité sociale et fondent le « vivre ensemble ».



Académie des sciences d'outre-mer

S. Bellina revendique à cet égard le « plaidoyer pour la légitimité de l'Etat et l'action publique plurielle » que met en exergue et entend accréditer cet ouvrage. Au-delà du champ de la seule analyse, elle propose, pour répondre au défi que constitue le paradigme de la refondation de l'Etat, une matrice opérationnelle dont l'utilisation devrait être « un vecteur structurant de la régulation sociale inclusive que (les) Etats doivent garantir pour le développement durable », ceci dans un espace public considéré comme « lieu d'épanouissement individuel et collectif des identités multiples, et (...) d'enracinement du vivre ensemble et d'écriture du contrat social ».

Il s'agit là, on l'aura compris, d'un ouvrage à la fois dense et stimulant. Il appelle une lecture aussi attentive que critique, tout en apportant une contribution de premier plan à une problématique institutionnelle et sociétale qu'il ne prétend ni épuiser ni résoudre. Il constitue un jalon important de la réflexion fondamentale et déterminante qu'une telle contribution suscite et qu'elle sous-tend pour le devenir de l'Etat, en général, et la pérennisation de l'Etat démocratique, en particulier..

Jean-Marie Breton